

Service Environnement, Animal et Société
477 boulevard de la Dollée
BP 90286 – Cedex
50006 SAINT LÔ

SAINT LÔ, le 03/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ATEMAX FRANCE NEHOU

La Laiterie
50390 Néhou

Références : DDPP50 2023 02431
Code AIOT : 0055002749

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement ATEMAX FRANCE NEHOU implanté La Laiterie 50390 Néhou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée suite à la réception d'informations concernant la dégradation des locaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATEMAX FRANCE NEHOU
- La Laiterie 50390 Néhou
- Code AIOT : 0055002749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyen de rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.2.3. c)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Stockage des eaux usées industrielles	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 4.3.2.	/	Sans objet
5	Réception des « sous-produits d'origine animale »	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11	/	Sans objet
6	Stockages	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 12	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Propreté	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 2.3.1.	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.2.3. b)	/	Sans objet
7	Stockages	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dégradation constatée des sols du bâtiment C1 pouvant laisser craindre une absence d'étanchéité totale et une gestion incomplète de l'ensemble des effluents industriels.

Les modifications apportées au site par rapport au dossier de demande d'actualisation du classement des activités et modifications des conditions d'exploiter de janvier 2018 doivent faire l'objet d'un porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 2.3.1.
Thème(s) : Autre, Intégration dans la paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Le site est bien entretenu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.2.3. b)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes dispositions nécessaires doivent être prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie. A cet effet, l'établissement est muni de moyens de secours appropriés : - Le bâtiment est doté d'extincteurs portatifs adaptés aux classes de feu, répartis dans l'ensemble du site. Ils sont clairement signalés et placés dans des endroits facilement accessibles. Le parc d'extincteurs se compose d'extincteurs à eau pulvérisée, à poudre ABC, et au CO2. Ce matériel est entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. - Un poteau incendie situé au niveau de l'établissement, garantissant a minima un débit minimum de 60 m ³ /h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. La conformité relative à la présence du poteau d'incendie doit être assurée au plus tard le 31 décembre 2018. L'établissement est muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel est entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.
Constats : Seule la mise en place effective du poteau incendie a fait l'objet d'une vérification (poteau incendie mis en œuvre en juin 2018).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyen de rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 7.2.3. c)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction d'incendie potentiellement souillées seront collectées dans les réseaux d'eaux pluviales du site.</p> <p>Les eaux d'extinction d'incendie seront collectées dans un bassin de confinement étanche situé en point bas du réseau. Un by-pass sera actionné en cas d'incendie, afin de récupérer les eaux potentiellement polluées.</p> <p>Le volume de ce bassin est de 210 m³. Il est muni d'un dispositif d'obturation.</p> <p>La conformité relative à la présence du bassin de collecte des eaux d'incendie doit être assurée au plus tard le 31 décembre 2019.</p>
<p>Constats : Le bassin de confinement est construit et en fonctionnement depuis janvier 2020. Le volume du bassin n'a pas pu être contrôlé. Son emplacement est différent de celui initialement projeté dans le dossier de janvier 2018 relatif à l'actualisation du classement des activités et à la modification des conditions d'exploitation de l'établissement. Le bassin est alimenté à partir de deux postes de relevage. Le rejet du bassin se fait dans le fossé longeant la route départementale permettant l'accès au site. Les modifications apportées au projet initial pour la collecte et le rejet des eaux pluviales doivent faire l'objet d'un porter à connaissance. Le plan des réseaux à jour doit notamment être fourni ainsi qu'une autorisation de rejet des eaux pluviales par le gestionnaire de la voirie. Les modalités de fonctionnement du dispositif en cas d'incendie sont à préciser (continuité de l'alimentation électrique des postes de refoulement ?).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage des eaux usées industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2018, article 4.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux usées industrielles correspondent aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - jus d'écoulement et eaux de lavage des halls de transfert ; - eaux de lavage et eaux de désinfection des camions. <p>Les eaux usées industrielles sont récupérées dans une cuve conçue en PVC, coulée dans un coffrage en béton et comportant à sa surface une rétention bétonnée. La cuve dispose d'une capacité de 5 m³ et la rétention est dimensionnée pour recevoir 17m³.</p> <p>La cuve de 5 m³ relève les eaux vers une cuve aérienne de 35 m³ en acier inox située en extérieur et vidangée toutes les semaines. Les effluents sont dirigés vers un centre de traitement au même titre que les matières de catégorie 1.</p> <p>La cuve aérienne de 35 m³ dispose d'une rétention dimensionnée pour recevoir 35 m³.</p>
<p>Constats : Il n'a pas été possible de contrôler la destination des eaux de lavage de la partie du bâtiment située sous le hall de réception des matières de catégorie 1.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réception des « sous-produits d'origine animale »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception et les installations de stockage des " sous-produits d'origine animale " doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des " sous- produits d'origine animale " ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 19.
Constats : Le sol du local de réception des matières C1 présente des irrégularités. Seule une partie (à gauche en entrant dans le local) a fait l'objet d'une réfection. Le local situé sous la dalle de ce local présente par ailleurs des traces d'infiltration (plafond humide, coulées au sol). Les jus et eaux de lavage du sous-sol rejoignent un regard interne pour lequel la destination des effluents n'a pas pu être précisée le jour de l'inspection. Un débordement du regard interne risque d'envoyer les effluents vers le réseau de collecte des eaux pluviales situé sous les grilles présentes en extérieur de l'entrée du local.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux de stockage des " sous-produits d'origine animale " doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Le sol doit être étanche, résistant au passage des équipements et véhicules permettant le déchargement des " sous-produits d'origine animale " et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.
Constats : Le sol du local de réception des matières C1 présente des irrégularités. Des flaques se forment à plusieurs endroits. Au vu des infiltrations observées sous la zone qui a fait l'objet d'une réfection, on pourrait craindre une inétanchéité du reste du bâtiment, ce qui n'a toutefois pas pu faire l'objet de constats.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine. La fréquence de nettoyage est quotidienne pour les locaux de travail (dépouille, broyage...).
Constats : Tableau de suivi du nettoyage et de la désinfection à jour au moment de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet